



Bureau des affaires juridiques
Tél : 02.40.37.16.13

Accord-cadre à bons de commande de prestations de services

Objet de l'accord-cadre

<p>Prestations d'accompagnement et de conseils dans le cadre de la gestion des conflits au travail pour l'Ecole Centrale de Nantes</p>

Cahier des Clauses Particulières

Accord-cadre soumis

aux dispositions du Code de la commande publique (l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)

et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.)

arrêté du 30/03/2021

Accord-cadre passé en procédure adaptée selon les articles L2123-1.3, L2125-1.1 et R2123-4 à R2123-5 du Code de la Commande Publique

Référence de la consultation

PA- 2025-08

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 1.2 – LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 1.3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
ARTICLE 1.4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 1.5 – PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 : CONTENU DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3.1 – AUTORITE HIERARCHIQUE ET POUVOIR DISCIPLINAIRE	5
ARTICLE 3.2 – EQUIPE CHARGEE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3.3 – INTERLOCUTEUR PRINCIPAL ECOLE CENTRALE DE NANTES	6
ARTICLE 3.4 – PRECISIONS SUR LES SERVICES DE CONSEILS ATTENDUS	6
3.4.1 – CONSULTATIONS SUR BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 3.5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 3.6 – PRECISIONS SUR LES MODALITES D'EXECUTION DES ENQUETES POST SIGNALEMENT	6
ARTICLE 3.7 – PRECISIONS SUR LES MODALITES D'EXECUTION DES BAROMETRES DE CLIMAT SOCIAL	7
ARTICLE 4 : EMISSION DE BONS DE COMMANDE	8
ARTICLE 4.1 – DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 4.2 – MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	8
4.2.1 – DEMANDE DE DEVIS	8
4.2.2 – DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	9
ARTICLE 4.3 – INTERRUPTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 4.4 – LIVRABLES ET DOCUMENTATIONS ASSOCIES	9
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 5.1 – DESIGNATION DU SOUS-TRAITANT	9
ARTICLE 5.2 – MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT	10
ARTICLE 6 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	10
ARTICLE 7 : DEVELOPPEMENT DURABLE	10
ARTICLE 7.1- DECARBONATION DES ACHATS	10
ARTICLE 7.2- ETHIQUE ET RESPONSABILITE SOCIETALE DE L'ENTREPRISE	10
ARTICLE 7.3 – LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	11
ARTICLE 8 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	12
ARTICLE 9 : MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	12
ARTICLE 10 : AVANCES	12

ARTICLE 11 : PRIX DU MARCHÉ	13
ARTICLE 11.1 – FORME DES PRIX	13
ARTICLE 11.2 – CONTENU DES PRIX	13
ARTICLE 12.1 - ACOMPTES	14
ARTICLE 12.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	14
ARTICLE 12.4 - MODE DE REGLEMENT	15
ARTICLE 13 : PENALITES	15
ARTICLE 14 : ASSURANCES	16
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHÉ	16
ARTICLE 15.1 – RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	16
ARTICLE 15.2 – RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	16
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITÉ	16
ARTICLE 17 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
ARTICLE 19 : PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS	17
ARTICLE 20 : CLAUSE DE REEXAMEN – PRESTATIONS SIMILAIRES	19
ARTICLE 21 : DROIT ET LANGUE	19
ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	19

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

Article 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent :

Prestations d'accompagnement et de conseils dans le cadre de la gestion de conflits au travail pour l'Ecole Centrale de Nantes.

Il s'agit d'un marché de prestations de service.

L'Ecole Centrale de Nantes est dotée d'une cellule de signalement visant à recueillir notamment tout signalement de situation de harcèlement, de souffrance et de situation conflictuelle au travail.

Pour donner suite à ses signalements, l'ECN souhaite recourir à une expertise externe. Le Titulaire du présent accord-cadre se verra confier la réalisation d'enquêtes post signalement et il pourra être amené à fournir à la demande de l'Acheteur d'autres prestations liées à la gestion de conflits au travail et notamment les baromètres de climat social.

Article 1.2 – Lieu d'exécution du marché

Le présent marché s'applique à l'Ecole Centrale de Nantes dont le site est situé :

1, rue de la Noë

BP92101

44321 NANTES

Article 1.3 – Décomposition en tranches et lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique. Conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 1.4 – Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre débute à la notification de ce dernier au titulaire. Il est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois par reconduction expresse sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

La décision de reconduction ou de non-reconduction de l'acheteur sera notifiée au prestataire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au minimum deux mois avant la date d'échéance du marché. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre par l'Acheteur n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Article 1.5 – Procédure de passation et forme du marché

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en raison de son objet en application des articles L2123-1, R2123-1.3° et R2123-4 à 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Le présent accord-cadre est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-3 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire exécuté par l'émission de bons de commande.

En application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne prévoit pas de montant minimum. En revanche, il prévoit un montant maximum de 300 000 € HT sur toute la durée de son exécution. Ce montant ne crée pour l'Acheteur aucune obligation vis-à-vis le Titulaire d'atteindre ce seuil.

Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière, le bordereau de prix unitaire (B.P.U.) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et son annexe « Clauses relatives à la protection des données personnelles » ;
- Les bons de commande signés et leurs annexes cadres de chiffrage émis pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique du Titulaire déposé pour l'accord-cadre ;
- Les propositions méthodologiques émises par le Titulaire dans le cadre d'émission de bons de commande.

B) Pièces générales :

- Le code de la commande publique en vigueur à la date de publication du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), arrêté du 30/03/2021.

Nota : les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées être bien connues du titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée inexistante.

Les exemplaires originaux des pièces constitutives particulières énumérées ci-dessus conservées par l'Ecole Centrale de Nantes font seuls foi.

Article 3 : Contenu des prestations

Article 3.1 – Autorité hiérarchique et pouvoir disciplinaire

Chaque préposé et employé du Titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations du marché à passer reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. Les employés du titulaire restent sous sa responsabilité.

Aucun lien de subordination, c'est-à-dire aucune relation d'employeur à employé, n'existe entre les parties.

Article 3.2 – Equipe chargée de l'exécution des prestations

Le Titulaire désigne dans son mémoire technique, lors de la remise de son offre, une seule personne physique (« chef de mission »), habilitée à le représenter devant l'Acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification dans les délais requis ou impartis par le présent accord-cadre, toute décision nécessaire engageant le titulaire.

Ce représentant est nommément désigné dans le marché et ses coordonnées sont communiquées à l'Acheteur. Dans l'hypothèse où le chef de mission ne serait plus en mesure d'assurer ses fonctions, par suite notamment de démission, licenciement, maladie ou décès, le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations.

La composition de l'ensemble de l'équipe affectée à l'exécution des prestations ainsi que le rôle et le profil de chacun de ses membres sont également précisés dans le mémoire technique du Titulaire.

La personne publique se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter par courrier dûment motivé le remplacement du chef de mission désigné par le Titulaire. Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours à compter de la date de réception de cette demande, à lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes.

En toute hypothèse, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour que ces éventuels remplacements, de même que tout éventuel changement dans la composition de l'équipe en charge de l'exécution des prestations, ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies, les nouveaux intervenants devant dans la mesure du possible être opérationnels au jour du départ des anciens. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

Article 3.3 – Interlocuteur principal Ecole Centrale de Nantes

Au sein de l'ECN, l'interlocuteur principal du Titulaire dans le cadre d'exécution des prestations sera :

Madame Emilie POIRSON, Directrice adjointe de Centrale Nantes

Article 3.4 – Précisions sur les services de conseils attendus

3.4.1 – Consultations sur bons de commande

Il s'agit de consultations relatives aux prestations d'enquête post signalement ou de baromètre de climat social, réalisées sur bons de commande émis par l'Acheteur. Préalablement à l'émission de bons de commande, l'Acheteur sollicite le Titulaire en lui transmettant des éléments de contexte, suite au signalement, afin de lui permettre de répondre par un devis (cadre de chiffrage complété fourni au DCE + proposition méthodologique associée). La notification du bon de commande signé vaut acceptation du devis. Suite à la réception de la demande, le Titulaire transmet son devis conforme aux clauses du présent accord-cadre, dans un **délai maximum de cinq (5) jours ouvrés**.

Article 3.5 – Description des prestations

Le titulaire est amené à réaliser des missions d'accompagnement et de conseils dans le cadre de la gestion des conflits au travail au sein de l'Ecole Centrale de Nantes. Il devra être capable de proposer des solutions et réponses adaptées aux besoins exprimés par l'Ecole Centrale de Nantes.

Item	Prestations
1	Réalisation d'enquêtes post signalement
2	Réalisation de baromètres de climat social

Article 3.6 – Précisions sur les modalités d'exécution des enquêtes post signalement

L'ECN fera appel au titulaire pour la réalisation d'enquête consécutives aux signalement de situations de dégradation des relations au travail (item 1 de l'article 3.5 du CCP).

Ces enquêtes viseront les objectifs suivants :

- Faire la lumière sur les situations conflictuelles signalées en s'appuyant sur des éléments précis et factuels recueillis sur le terrain.
- Garantir une analyse impartiale et indépendante des faits signalés au regard du contexte socio-organisationnel de l'ECN.
- Déterminer la nature des faits établis en les caractérisant au regard du droit du travail, du droit pénal et, le cas échéant, de tout autre texte normatif en vigueur.
- Proposer des mesures adaptées afin que l'ECN puisse, d'une part, agir en responsabilité eu égard aux faits objectivés et avérés, et, d'autre part, prévenir les récidives de telles situations et mettre en place les conditions nécessaires à la reprise de bonnes relations au travail.

Les enquêtes seront conduites par des équipes pluridisciplinaires adaptées qui seront mises en place par le titulaire pour chaque cas de signalement. En fonction des cas, ces équipes combineront des expertises variées (juridiques, sociologiques, psychologiques, etc.), afin de garantir une analyse approfondie, globale et contextualisée des situations.

Les enquêtes seront réalisées en respect des principes éthiques et déontologiques suivants :

- La présomption d'innocence : Le principe selon lequel, avant qu'une accusation n'apporte la preuve de sa culpabilité, un individu est considéré comme innocent.
- L'impartialité : Il convient de bannir toute interprétation subjective ou influencée par des représentations sociales.
- Le contradictoire : La mise en œuvre du contradictoire nécessite notamment la conduite systématique d'entretiens avec le/les signalant(s) et le/les mis en cause avec les éventuels témoins.
- La précision : Les faits sont recueillis le plus précisément possible de manière à exclure toute ambiguïté ou interprétation. La matérialité des faits invoqués doit être établie.
- Le volontariat : Les personnes sollicitées sont libres d'accepter ou non les entretiens qui seront menés sur la base du volontariat.
- La responsabilisation : Les propos tenus dans le cadre des entretiens sont consignés dans les PVs que les personnes interrogées seront priées de signer, afin d'engager leur responsabilité. Seuls les PVs signés seront exploités pour l'enquête.
- La confidentialité : Il s'agit de prendre des mesures d'ordre organisationnel et technique en vue de garantir que les livrables produits dans le cadre de l'enquête (PVs d'entretien, rapports, etc.) ne soient pas diffusés en dehors des personnes concernées.

Les enquêtes réalisées par le titulaire comprendront a minima les étapes clés suivantes :

- Etude du contexte avec l'analyse de la documentation disponible (PV de signalement avec tout élément matériel associé, éventuel CR d'entretien préalable, PV des instances de Centrale Nantes, etc.).
Proposition quant à la composition de la commission de suivi d'enquête.
- Réalisation des entretiens, analyse des faits, rédaction du rapport d'enquête avec des préconisations : des mesures concrètes de prévention proposées qui tiennent compte à la fois des risques identifiés et de l'organisation existante dans l'établissement.
- Restitution des résultats et des préconisations avec mise en discussion à la commission de suivi d'enquête. En outre, Centrale Nantes pourra demander au titulaire de restituer les résultats au/aux signalant(s) et aux représentants du personnel.

Article 3.7 – Précisions sur les modalités d'exécution des baromètres de climat social

L'ECN fera appel au titulaire pour la réalisation d'enquête des risques psycho-sociaux appelés aussi les baromètres de climat social en son sein (item 2 de l'article 3.5 du CCP). Ces enquêtes peuvent être lancées mêmes en absence de signalement de situations de dégradation des relations au travail.

Ces enquêtes et baromètres viseront les objectifs de mesure de l'ambiance, des conditions de travail (climat social) ou de la qualité de vie au travail.

La mise en place de baromètres de climat social participe à l'élaboration de la stratégie du service dans des cadres très variés tels que la prévention des RPS, l'amélioration de la qualité de vie au travail, un projet de réorganisation interne, etc. Le baromètre de climat social a pour vocation l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'actions. La mise en place de plusieurs baromètres successifs permet notamment de dresser un diagnostic initial, de définir des mesures à prendre, de mesurer des évolutions, leur intensité et la réaction aux actions mises en place.

Les baromètres sociaux seront réalisés au moyen d'enquêtes quantitatives et/ou qualitatives par questionnaire anonyme. Le Titulaire devra privilégier des questionnaires et la méthodologie reconnus institutionnellement et par la communauté scientifique. Ils permettront à l'ensemble des agents concernés d'exprimer des ressentis sur tel ou tel type de situation de travail (conditions de travail, nature et contenu des missions, relations au travail, accompagnement RH au quotidien, soutiens dans les situations difficiles, communication, compétences, parcours professionnels, santé au travail, management, etc.).

Les rapports rendus suite aux baromètres sociaux comporteront une analyse des pratiques managériales en cours (disponibilité pour les agents, signes de reconnaissance, soutien dans l'évolution des compétences, etc.), ainsi que des recommandations d'amélioration.

Article 4 : Emission de bons de commande

Au moment de la survenance de besoin, l'Acheteur émet un Bon de commande pour lancer la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre

Article 4.1 – Début d'exécution des prestations

L'exécution des prestations faisant l'objet du Bon de commande débute à compter de sa notification au Titulaire par tout moyen permettant de conférer date certaine.

La signature et la notification du Bon de commande par l'Ecole centrale de Nantes vaut commande.

Article 4.2 – Modalités de commande des prestations

4.2.1 – Demande de devis

S'agissant de prestations d'enquêtes sur Bons de commande, l'Acheteur transmet au Titulaire un Cadre de chiffrage de la mission à retourner complété et signé accompagné d'une proposition méthodologique indiquant a minima l'équipe dédiée, le nom de l'interlocuteur chargé du bon déroulement de la mission, la méthodologie d'exécution, les délais de réalisation, les livrables associés à chaque phase et, le cas échéant, les acomptes demandés. Ces documents serviront à l'établissement du Bon de commande.

Les demandes de devis sont transmises au Titulaire par voie électronique.

Le Titulaire établit son devis en complétant **obligatoirement le Cadre de chiffrage** dans un délai **maximum de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception de la demande de l'Acheteur. Le Cadre de chiffrage complété et accompagné de la proposition méthodologique avec le détail d'exécution de la mission est retourné à l'Acheteur.

L'Acheteur, après examen et accord du devis du Titulaire, signe le Bon de commande agréant les conditions matérielles et financières de l'exécution de la prestation. Le Bon de commande est notifié au Titulaire par voie électronique.

L'absence d'acceptation d'un devis ne donne pas lieu à une indemnité pour le Titulaire. L'Ecole Centrale de Nantes s'engage toutefois à informer, par écrit, le Titulaire de la non-réalisation de la prestation.

Les interlocuteurs habilités à saisir le Titulaire et à demander des devis (représentants chargés de l'exécution du marché) sont désignés ci-après :

Madame Emilie POIRSON, Directrice adjointe de Centrale Nantes

Un organigramme à jour de la direction concernée sera communiqué au Titulaire après notification de l'accord-cadre au besoin. Cette liste pourra être modifiée par l'ECN qui s'engage à en informer le Titulaire. Ce dernier s'engage à ne pas prendre en compte les demandes de consultations de personnes ne figurant pas sur la liste ci-dessus.

La personne habilitée à signer les Bons de commande est le Directeur de l'Ecole Centrale de Nantes.

4.2.2 – Délais d'exécution des Bons de commande

Les Bons de commande pourront être signés pendant toute la durée de l'accord-cadre, jusqu'à son dernier jour. Toutefois, conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, l'Acheteur ne peut retenir une date de signature et une durée d'exécution de ces Bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Ainsi, l'exécution des Bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée maximale de trois (3) mois compte tenu du temps nécessaire à la prise en charge, la réalisation, et la mise en œuvre des commandes. Ainsi, aucun Bon de commande ne pourra voir son exécution poursuivie au-delà de trois (3) mois après la date de fin de l'accord-cadre. Toutefois, une prolongation pourra être accordée si le retard n'est pas imputable au Titulaire, notamment en cas de survenance d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Article 4.3 – Interruption des prestations

La réalisation complète des prestations par le Titulaire peut se révéler impossible.

Les Bons de commande pourront être résiliés dans les conditions de l'article 31 du C.C.A.G.-P.I.

Dans l'hypothèse où les prestations n'ont pas été menées jusqu'à leur terme, un décompte du temps passé pour les diligences accomplies est établi d'un commun accord entre les parties.

Article 4.4 – Livrables et documentations associés

Les avis, analyses et examens seront concrétisés par des mails, notes ou rapports écrits, en fonction de la demande de l'ECN. Les documents à transmettre à l'Acheteur sont précisés dans les Bons de commande et ils peuvent prendre la forme de rapports, comptes-rendus, notes de travail, support de présentation, etc.

Article 5 : Sous-traitance

Le candidat peut sous-traiter certaines de ses prestations sous réserve d'avoir obtenu de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement préalablement à l'intervention de chaque sous-traitant.

Les sous-traitants peuvent être présentés à l'Acheteur pour acceptation lors de la soumission au présent accord-cadre, lors de la remise d'une offre ou en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 1 de la loi du 31 décembre 1975, la sous-traitance intégrale est prohibée.

Article 5.1 – Désignation du sous-traitant

Si le candidat envisage de recourir à la sous-traitance, les pièces suivantes doivent impérativement être jointes :

- La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 mis à jour le 12/10/2023) dûment complété et signé ;
- Un extrait K-bis du sous-traitant datant de moins de 3 mois ;

- Et s'il y a lieu, si l'opérateur est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ;
- Une attestation de fourniture des déclarations et paiement des contributions et cotisations sociales délivrée par l'URSSAF, datant de moins de 6 mois ;
- Une déclaration de régularité fiscale de la DGFIP datant de moins de 6 mois ;
- Un certificats d'assurance de RC PRO en cours de validité avec indication des garanties et des montants ;
- Une courte présentation du sous-traitant comprenant a minima l'équipe dédiée avec CV, une sélection de références professionnelles en lien avec les prestations sous-traitées et le CA connu des trois dernières années.

Article 5.2 – Modalités de paiement direct du sous-traitant

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni à l'Acheteur avec la déclaration.

La demande de paiement du sous-traitant s'effectue dans les conditions définies aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

Article 6 : Vérifications et admission

Les vérifications quantitatives et qualitatives permettent de constater que les prestations sont réalisées dans le respect des stipulations du marché. Elles sont effectuées par le service destinataire dans les conditions prévues à l'article 26 du C.C.A.G.-P.I. Les décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet du pouvoir adjudicateur seront prises conformément à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I., sauf dérogation prévues pour les bons de commande.

En revanche, il est dérogé aux dispositions de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I., en ce qui concerne l'admission tacite. Par les termes du présent marché, l'admission des prestations ne peut être prononcée par l'Acheteur que par une décision expresse et écrite (courrier, email). Elle est dûment notifiée au Titulaire.

Article 7 : Développement durable

Article 7.1- Décarbonation des achats

Profondément attachée aux objectifs de Développement Durable dont la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la protection des ressources naturelles, l'Acheteur promeut l'achat responsable par le biais de stratégies variées. Il œuvre notamment à la décarbonation de ses achats. A cet effet, l'Acheteur souhaite travailler avec des fournisseurs ayant déjà mis en place des pratiques à la fois respectueuses de l'environnement (utilisation d'énergies renouvelables, réduction des déchets, modes de production respectueux de l'environnement, durée de vie des produits allongée, etc.), et visant une politique de durabilité claire (mesure de l'empreinte carbone de l'entreprise, analyse de cycle de vie des produits&services, présence de consultant Bilan Carbone au sein de l'entreprise, etc.).

Article 7.2- Ethique et responsabilité sociétale de l'entreprise

Le Titulaire s'engage, en son nom et pour le compte de ses sous-traitants et fournisseurs, à exécuter ses obligations en respect des principes liés à l'éthique et la responsabilité sociétale d'entreprise et notamment :

- A promouvoir des conditions de travail satisfaisantes, garantissant la santé et la sécurité des personnels et des tiers, en mettant notamment en œuvre des dispositifs de sécurité éprouvés et en développant des actions de formation et de sensibilisation sur ce domaine ;

- A préserver l'environnement et les milieux naturels, en s'appuyant notamment sur les compétences et le savoir-faire de ses personnels et en utilisant des technologies sûres et économes en énergie ;
- A contribuer au développement d'une économie circulaire en privilégiant l'éco conception, en réduisant la production de déchets et en valorisant ceux qui n'ont pu être évités ;
- A faciliter l'intégration professionnelle des personnes handicapées ou éloignées de l'emploi ;
- A respecter les principes fixés par neuf les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ratifiées par la France et, plus généralement, les normes de droit international et national applicables au Contrat et relatives aux droits fondamentaux de la personne humaine ;

Les neuf conventions de l'OIT concernées sont les suivantes :

- ✓ La convention sur le travail forcé ;
 - ✓ La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
 - ✓ La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
 - ✓ La convention sur l'égalité de rémunération ;
 - ✓ La convention sur l'abolition du travail forcé ;
 - ✓ La convention concernant la discrimination ;
 - ✓ La convention sur l'âge minimum ;
 - ✓ La convention sur la pire forme de travail des enfants ;
 - ✓ La convention sur le cadre promotionnel pour la santé et sécurité au travail.
- A éviter, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, tout conflit d'intérêt, à garantir la confidentialité des informations échangées et à respecter les principes d'équité, de transparence et d'impartialité dans les pratiques commerciales.

Le Titulaire fournit à l'Acheteur, à sa demande, tout élément permettant de démontrer qu'il s'est conformé aux prescriptions du présent article en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations à l'égard de l'Acheteur.

Article 7.3 – Lutte contre la corruption

Le Titulaire assure avoir une parfaite connaissance et respecter la législation applicable ayant trait à la lutte contre la corruption. Il s'engage à se conformer à l'ensemble des législations visant à incriminer les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels il exerce ses activités ainsi qu'à l'ensemble des législations internationales en la matière.

Dans ce cadre il s'engage à s'assurer de la mise en place en interne de mesures et procédures proportionnées aux risques de corruption auxquels il est exposé. Le Titulaire reconnaît avoir mis en œuvre, en son sein, des règles, systèmes, procédures et contrôles appropriés visant à prévenir la commission de faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. De plus, le Titulaire assure avoir mis en œuvre des règles et procédures permettant de s'adapter aux évolutions futures du cadre normatif existant.

Le Titulaire déclare que ni lui-même, ni aucun de ses administrateurs, dirigeants, agents, intermédiaires, collaborateurs ou personnes qui lui est associé ne se trouve être frappé d'une quelconque interdiction ou se trouve être inscrit sur une liste de sanctions, établie par un organisme gouvernemental ou international, l'interdisant ainsi de répondre aux appels d'offre, de contacter ou de travailler avec cet organisme en raison d'actes de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité avérés ou présumés.

Le Titulaire certifie ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour des faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Il reconnaît également ne pas avoir bénéficié d'une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature »).

Le Titulaire s'engage à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement l'Acheteur, de la commission d'actes de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de

favoritisme ou de tout autre manquement à la probité, soupçonné ou avéré, mettant en cause le Titulaire lui-même ou une des personnes qui lui est associé, manquement intervenu pendant la durée d'exécution du présent accord-cadre.

En cas de violation par le Titulaire de ses engagements au titre du présent article, l'Acheteur est en droit de résilier de plein droit, et sans qu'aucune indemnité ne soit dû, ce présent accord-cadre, à la charge et aux torts exclusifs du Titulaire.

Article 8 : Changement de situation du titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Ecole Centrale de Nantes les modifications survenant au cours de l'exécution de marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son capital social ;

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'Ecole Centrale de Nantes ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Article 9 : Modification de l'accord-cadre

Les parties au présent accord-cadre se réservent la possibilité de conclure un avenant afin d'acter les modifications envisagées en cours d'exécution, notamment en cas de modification du périmètre du marché donnant lieu à l'ajout de nouvelles prestations avec tarifs associés.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du présent accord-cadre ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

Article 10 : Avances

Sauf refus exprimé expressément dans l'acte d'engagement, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée à tout Titulaire d'un marché dont le montant dépasse 50 000 € HT et le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois. Dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande, ce seuil s'apprécie par bon de commande.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché et ce dans un délai de 1 mois.

Article 11 : Prix du marché

Article 11.1 – Forme des prix

L'offre de prix de l'accord-cadre doit être détaillée dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement (Bordereau de prix unitaire ou B.P.U.). **Les prix des bons de commande tiennent compte des tarifs du B.P.U.**

Le prix des prestations est unitaire et s'applique aux quantités réellement exécutées en référence au B.P.U.

Les prix sont fixés en référence **au taux per diem pour les Bons de commande par catégorie d'intervenants** fixé dans le B.P.U, notamment par niveau de complexité déterminé entre l'Ecole Centrale de Nantes et le Titulaire, avant l'émission du bon de commande.

Article 11.2 – Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros et sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres. Ils sont **définitifs**.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents. Ils comprennent également que toutes les sujétions et dépenses du titulaire liées à l'exécution du présent accord-cadre, quelles qu'elles soient, y compris les frais généraux, d'assurances, de déplacement, de secrétariat, de téléphone, de reprographie, le coût de la concession des droits d'utilisation sur les résultats, les coûts liés à la préparation et à la remise des livrables à l'ECN, ainsi que toute participation aux réunions de travail nécessaires à la bonne exécution des missions prévues au présent accord-cadre.

Les éventuels frais d'hébergement, de restauration et de transport du Titulaire en France métropolitaine sont inclus dans les prix selon les prestations commandées. En outre, le Titulaire dont le siège est établi à plus de 100 km de l'agglomération nantaise peut chiffrer dans le B.P.U. un forfait de déplacement pour l'occasion des réunions se tenant sur le site de l'Ecole Centrale de Nantes. Le forfait est global et comprend tous les frais d'hébergement, de restauration et de transport.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

Aucun coût ou surcoût non prévu par les pièces de l'accord-cadre ne peut être facturé à l'Acheteur.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. Si le taux de TVA évolue pendant l'exécution du présent marché, le nouveau taux sera appliqué sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

Article 11.3 – Révision des prix

Les prix sont **fermes** la première année du présent accord-cadre. Ils sont ensuite **révisables** annuellement, à l'initiative du Titulaire, à chaque reconduction expresse en application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times \left[\frac{Im}{Io} \right]$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial du marché

Im : Valeur de la référence du mois de révision de prix

Io : Valeur de la référence du mois de remise des offres

L'indice de référence applicable est l'indice de production dans les services – ensemble des services – de l'INSEE, disponible ci-dessous :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769047>

Au cas de disparition de l'indice ou d'un changement de série, le calcul s'effectuera sur l'indice-série de remplacement en utilisant le coefficient de corrélation nécessaire ; à défaut d'indice-série de remplacement, les parties utiliseront l'indice-série le ou la plus proche. Ce changement d'indice-série se fera, le cas échéant, sans nécessité de la passation d'un avenant entre les parties.

Article 12 : Modalités de règlement des comptes

Article 12.1 - Acomptes

Les Bons de commandes peuvent prévoir des acomptes, conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI. Le montant des acomptes est déterminé par l'Acheteur en tenant compte de la durée d'exécution des prestations, des livrables demandés et des moyens mis en œuvre par le Titulaire et compte tenu des demandes de ce dernier exprimées dans la proposition méthodologique annexée au Cadre de chiffrage. Dans tous les cas, le montant de l'acompte correspond à la fraction des prestations exécutée.

Les acomptes demandés doivent correspondre aux phases d'exécution des prestations définies dans le Cadre de chiffrage de la mission.

Dans tous les cas, le paiement des acomptes au Titulaire est conditionné par l'admission des prestations correspondantes par l'Acheteur, dans les conditions de l'article 6 du présent CCP.

Article 12.2 - Présentation des demandes de paiements

Une facture dématérialisée sera établie pour chaque acompte ou paiement de solde relatif au Bon de commande émis / Marché subséquent notifié.

Les factures afférentes au paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande délivré par la personne responsable de la commande ;
- le centre de coût ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors taxe de la prestation et des frais annexes ;
- le taux et le montant de la TVA, et autres taxes en vigueur ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par une personne publique, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule **CHORUS PRO**. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'ECN a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- Facture rejetée, en cas de refus par l'ECN de la facture émise ;

- Facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Les factures seront libellées au nom de l'Ecole Centrale de Nantes et adressées au service facturier de l'Ecole Centrale de Nantes.

Article 12.3 – Règlement en cas de sous-traitance

Les modalités de règlement applicables, en cas de sous-traitance, sont celles définies à l'article 12.1 du CCAG-P.I.

Article 12.4 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception des factures par l'Ecole Centrale de Nantes.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret modifié n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8.1 du décret précité est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue à l'article 9 du décret précité sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 13 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCCAG-PI, les pénalités ci-après peuvent être appliquées au Titulaire, de manière provisoire ou définitive, sans mise en demeure préalable et du seul constat de retard. La décision quant à appliquer ou non la pénalité, ainsi que la définition du mode d'application sont du ressort de l'Acheteur. Cette décision est écrite et motivée. Elle est dûment notifiée au Titulaire.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure du Titulaire, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100.$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-P.I., aucune exonération de pénalité n'est prévue. L'Acheteur détient la faculté d'appliquer une pénalité d'un montant inférieur à 1 000€ HT.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure ou en cas de faute imputable à l'Acheteur ayant entraîné un retard dans l'exécution des prestations.

Le montant des pénalités appliqué est déduit de la facture qui suit la notification de la décision d'application de pénalité.

Article 14 : Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard de l'Acheteur et des tiers du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) devront justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance permettant de garantir leur responsabilité civile à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Il sollicite également de son assureur une attestation justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de ses prestations.

Les garanties devront être de conditions nécessaires et suffisantes, le Titulaire supportera toute surprime éventuelle liée à une insuffisance de garantie.

Le Titulaire est tenu de produire, tous les ans, à chaque reconduction, une attestation d'assurance civile professionnelle garantissant la couverture des risques liés aux prestations qui lui sont confiées.

Article 15 : Résiliation du marché

La résiliation de l'accord-cadre, des bons de commande ou des marchés subséquents peut être prononcée dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-P.I. avec les précisions ci-après.

Article 15.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Ecole Centrale de Nantes peut mettre fin à tout moment à l'exécution présent accord-cadre / bon de commande / marché subséquent, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Elle prend effet à compter de la date précisée dans la lettre.

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G.-P.I., dans la mesure où le présent accord-cadre ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

Article 15.2 – Résiliation aux torts du titulaire

La résiliation aux torts du titulaire, pour mauvaise exécution du présent accord-cadre, s'effectue sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 16 : Confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du C.C.A.G.-P.I. sont applicables.

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le Titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Ecole Centrale de Nantes dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au Titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise à l'interlocuteur principal du Titulaire désigné à l'article 3.3 du présent CCP.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

Article 17 : Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre, et à la condition que l'ECN ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution des prestations ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- au terme de l'accord-cadre, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'ECN se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'ECN.

Article 18 : Protection des données à caractère personnel

Chaque partie du présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractères personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Les modalités de protection des données à caractère personnel sont définies à l'annexe n°1 du présent C.C.P.

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute, conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

Article 19 : Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

Les dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G.-P.I. relatives à l'utilisation des résultats sont applicables dans le cadre du présent marché.

Il est expressément convenu que l'intégralité des livrables fournis par le Titulaire quelles que soient les prestations auxquelles ils sont afférents sont considérés comme les résultats au sens de l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I.

Le Titulaire accorde au titre du présent accord-cadre à Centrale Nantes les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés ci-dessous et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de bons de commande/marchés subséquents.

Voici une liste non exhaustive des besoins et finalités d'utilisation des résultats :

- communication interne ;
- communication externe ;
- gestion RH au quotidien ;
- gestion de recours contentieux ;
- réponses aux demandes d'autorités publiques ;
- ect.

En complément des dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G.-P.I., il est prévu des précisions ci-après.

En contrepartie du prix convenu à l'accord-cadre et sous réserve du paiement des prestations réalisées par le Titulaire et admises par l'Acheteur, le Titulaire (« le Cédant ») reconnaît la cession forfaitaire et irrévocable, à l'Acheteur (« le Cessionnaire »), des droits patrimoniaux listés ci-dessous.

Les droits patrimoniaux cédés comprennent les droits d'adaptation, de reproduction, de représentation, et d'exploitation des Résultats, et notamment :

- pour le droit d'adaptation :

a) Le droit de retoucher et/ou de modifier, faire retoucher et/ou modifier, les fichiers numériques des résultats livrés par le Cédant, notamment pour des besoins de précision ou à l'inverse de floutage, ce qui peut inclure des corrections de couleurs, des enlèvements de poussières, la mise en valeur ou la préservation de détails et toutes corrections rendues nécessaires par la saisie numérique des résultats ;

b) Le droit d'utiliser, faire utiliser, tout procédé technique, connu ou à découvrir, en vue de la représentation et/ou de la reproduction numérisée de tout ou partie des Images, en ce comprises les résultats telles qu'elles auront pu être adaptées (ci-après, les « résultats retouchés »), en mode linéaire ou interactif, permettant la reconstitution intégrale ou par fragments des résultats y compris retouchés, seuls ou intégrés à d'autres éléments audiovisuels, informatiques, télématiques ou tout autre élément quelle qu'en soit la forme et le contenu. À cette fin, le Cédant autorise tout compactage, compression ou autres techniques, connues ou à découvrir, nécessaires à la numérisation des résultats, en ce comprises les résultats retouchés, à leur stockage, à leur transfert et à leur traitement en raison d'éventuelles altérations provoquées par les opérations de compression ou par des techniques similaires.

- pour le droit de reproduction :

a) Le droit de fixer, faire fixer, reproduire, faire reproduire, d'enregistrer, de faire enregistrer, par tous procédés techniques connus ou à découvrir, sur tous supports connus ou à découvrir, en tous formats, en utilisant tous rapports de cadrages, tout ou partie des résultats, en ce comprises les résultats retouchés ;

b) Le droit d'établir, de faire établir, en tel nombre qu'il plaira au Cessionnaire ou ses ayants-droits, tous originaux, doubles ou copies de tout ou partie des résultats, en ce comprises les résultats retouchés, sur tous supports connus ou à découvrir, en tous formats et par tous procédés techniques, connus ou à découvrir ;

c) Le droit de mettre, de faire mettre, en circulation ces originaux, doubles ou copies de tout ou partie des résultats, en ce comprises les résultats retouchés, sur tous supports connus ou à découvrir, par tous réseaux de communication et par tous moyens de mise à disposition du public, connus ou à découvrir, pour toutes exploitations, gratuites ou onéreuses ;

d) Le droit de numériser, moduler, compresser et décompresser, digitaliser ou reproduire les résultats, en ce comprises les résultats retouchés, ainsi que de les stocker, en vue de leur transfert ou diffusion sur tous supports et par tous modes et procédés technologiques, connus ou à découvrir ;

- pour le droit de représentation :

a) Le droit de représenter, faire représenter, publiquement les résultats, en ce comprises les résultats retouchés, en intégralité ou partiellement, par tout mode de communication existant ou à découvrir, par fil ou sans fil, notamment par télédiffusion, par tout réseau de communication électronique (dont Internet, Intranet, etc.), publics ou privés, gratuits ou payants ;

b) Le droit de présenter et d'autoriser la présentation publique les résultats, en ce comprises les résultats retouchés, dans tout lieu public, notamment dans tout salons, congrès, manifestation de promotion.

- pour les droits d'exploitations :

Les droits d'adapter, faire adapter, de reproduire, faire reproduire, de représenter, faire représenter, de présenter, faire présenter, de communiquer et faire communiquer au public, par tous moyens, sous toutes formes et sur tous supports, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie les résultats, en ce comprises les résultats retouchés, aux fins d'exploitation, de promotion et de communication, dans tous médias (notamment Internet, intranet, réseaux sociaux, télévision, presse, etc.), associées ou non à d'autres oeuvres de quelque nature qu'elles soient (notamment multimédia et audiovisuelle).

Les droits énumérés ci-avant sont cédés au Cessionnaire et à ses ayants-droits pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits d'auteur.

Article 20 : Clause de réexamen – Prestations similaires

L'Acheteur peut recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles des lots du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum de l'accord-cadre. Ces prestations similaires comprennent notamment des prestations de médiation, de sensibilisation par la formation, d'assistance au déploiement de méthode managériales de prévention des risques et d'accompagnement individuel de victimes par un psychologue clinicien du travail.

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution. Des prestations peuvent être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

Article 21 : Droit et Langue

L'unité monétaire est l'Euro (€).

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Nantes est seul compétent pour régler les litiges qui n'auraient pas pu donner lieu à conciliation entre les parties.

Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français. Seuls les documents techniques peuvent être rédigés en anglais.

Article 22 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Articles dérogatoires du CCP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
2	4.1
6	27
13	14.1.1 et 14.1.3
15.1	40